

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[S - C - 12590]

Verlenging van erkenningen van cursussen voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten

Bij ministerieel besluit van 10 juli 1996 wordt de erkenning verleend aan de cursussen van niveau I ingericht door de "Université Libre de Bruxelles", als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1996.

Bij ministeriële besluiten van 15 juli 1996 worden de erkenningen verleend aan de cursussen van niveau I en aan de cursussen van het overgangsniveau ingericht door de Universitaire Instelling Antwerpen, als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1998.

Bij ministerieel besluit van 15 juli 1996 wordt de erkenning verleend aan de cursussen van niveau I ingericht door de Katholieke Hogeschool Sint-Lieven Departement KIH0, als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1998.

Bij ministerieel besluit van 15 juli 1996 wordt de erkenning verleend aan de cursussen van niveau II ingericht door het Instituut voor naschoolse opleiding van de metaalverwerkende nijverheid, als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1998.

Bij ministerieel besluit van 15 juli 1996 wordt de erkenning verleend aan de cursussen van niveau II ingericht door het Provinciaal Veiligheids instituut-Universitaire Instelling Antwerpen, als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1998.

Bij ministerieel besluit van 15 juli 1996 wordt de erkenning verleend aan de cursussen van niveau II ingericht door het "Centre Interuniversitaire de Formation Permanente" te Charleroi, als cursus voor aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, uitgebreid tot de cursussen gestart vóór 1 maart 1998.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[S - C - 12590]

Prolongation d'agrémentations de cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints

Par arrêté ministériel du 10 juillet 1996, l'agrément accordée aux cours de niveau I organisés par l'Université Libre de Bruxelles, comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints, est élargie aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1996.

Par arrêtés ministériels du 15 juillet 1996, les agrémentations accordées aux cours de niveau I et aux cours du niveau de transition organisés par l'Universitaire Instelling Antwerpen, comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints sont élargies aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1998.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 1996, l'agrément accordée aux cours de niveau I organisés par la "Katholieke Hogeschool Sint-Lieven - Departement KIH0", comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints est élargie aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1998.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 1996, l'agrément accordée aux cours de niveau II organisés par l'Instituut voor naschoolse opleiding van de metaalverwerkende nijverheid, comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints est élargie aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1998.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 1996, l'agrément accordée aux cours de niveau II organisés par le "Provinciaal Veiligheids Instituut - Universitaire Instelling Antwerpen", comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints est élargie aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1998.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 1996, l'agrément accordée aux cours de niveau II organisés par le Centre Interuniversitaire de Formation Permanente à Charleroi, comme cours de formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints est élargie aux cours ayant débuté avant le 1^{er} mars 1998.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[C - 29312]

30 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu la loi du 31 juillet 1984 de redressement, notamment l'article 83 alinéa 1er, modifié par le décret du 27 décembre 1993;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1er août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non-universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion matérielle et financière des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un centre d'autoformation de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole du Comité de Secteur IX du 9 août 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 avril 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de consacrer dès la rentrée scolaire et académique 1996-1997 l'existence légale des centres de dépaysement et de plein air;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les centres et leurs missions*

Article 1^{er}. Il est créé :

1° à Esneux un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 4130 Esneux, Domaine du Rond-Chêne.

2° à Gouvy un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental, du 1er degré de l'enseignement secondaire et de l'enseignement spécial de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 6670 Gouvy, rue de Beho, 10.

3° à Marbehan un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement spécial de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 6724 Marbehan, rue du Chenel, 23.

4° à Saint-Hubert un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 6870 Saint-Hubert, rue du Parc, 1.

5° à Wellin un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 6920 Wellin, rue de la Station, 36.

6° à Fleurus-Sivry-Rance, un centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire de la Communauté française.

Les lieux d'implantation de ce centre sont situés à 6220 Fleurus, rue des Fleurjoux, 3 et à 6470 Sivry-Rance, route de Mons, 52.

7° à Rochefort (Han-Sur-Lesse), un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et aux étudiants de l'enseignement supérieur pédagogique de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 5580 Rochefort (Han-sur-Lesse), rue des Chasseurs Ardennais, 40.

8° à Virton, un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et aux étudiants de l'enseignement supérieur pédagogique de la Communauté française.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 6760 Virton (Ethe-Buzenol), rue de Bar.

9° à La Louvière (Saint-Vaast), un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécial et aux étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 7100 La Louvière (Saint-Vaast), rue Omer Thiriart, 232.

10° à Péruwelz, un Centre de dépaysement et de plein air destiné aux élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécial et aux étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire.

Le lieu d'implantation de ce Centre est situé à 7600 Péruwelz, Boulevard Léopold III, 58.

Les termes "le Centre", repris ci-après, s'appliquent indifféremment à l'un ou l'autre de ces établissements.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions des arrêtés royaux fixant les attributions des services de l'administration et les règlements organiques des services d'inspection chargés de la surveillance des établissements d'enseignement de la Communauté française, les missions des Centres sont :

1° à Esneux :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- de favoriser l'organisation de mi-temps pédagogiques centrés sur l'éducation à l'environnement.

2° à Gouvy :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- de sensibiliser les élèves à l'environnement;
- de permettre aux élèves de pratiquer des sports d'hiver.

3° à Marbehan :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- de sensibiliser les élèves à l'environnement;
- de favoriser des apprentissages en rapport avec la spécificité du Centre.

4° à Saint-Hubert :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- de sensibiliser les élèves à l'environnement;
- de favoriser des apprentissages en rapport avec la spécificité du Centre.

5° à Wellin :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- de sensibiliser les élèves à l'environnement;
- de favoriser des apprentissages en rapport avec la spécificité du Centre, et notamment en informatique.

6° à Fleurus-Sivry-Rance :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- d'initier les élèves à l'écologie urbaine et à l'environnement;
- d'initier les élèves à la météorologie et à l'astronomie;

7° à Rochefort :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- d'initier les élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire et les étudiants de l'enseignement supérieur pédagogique à l'étude de l'environnement et à l'écologie;
- de favoriser l'éveil informatique des élèves de l'enseignement primaire.

8° à Virton :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- d'assurer aux étudiants de l'enseignement supérieur pédagogique une formation à l'étude du milieu et à l'éducation à l'environnement;
- d'initier les élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire à l'étude du milieu et à l'éducation à l'environnement.

9° à La Louvière :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- d'initier les élèves et les étudiants à l'étude du milieu, de leur faire connaître l'archéologie industrielle et le folklore de la région;
- d'initier les enseignants à l'éducation aux médias.

10° à Péruwelz :

- de permettre aux élèves de vivre en groupe;
- d'initier les élèves de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire à l'environnement et à l'écologie;
- de favoriser des apprentissages en rapport avec la spécificité du Centre, notamment en informatique et en relations humaines;
- de favoriser l'utilisation des moyens audio-visuels en tant qu'outil pédagogique.

Art. 3. Dans le cadre de ses missions, le Centre accueille des journées de formation en cours de carrière ou des stages résidentiels, organisés soit par le Centre d'autoformation et de formation continuée des personnels de l'enseignement de la Communauté française à Tihange - Huy, soit par l'inspection, soit par l'administration de l'Organisation des Etudes.

CHAPITRE II. — *De l'organisation des séjours au Centre et des modalités d'accès au Centre*

Art. 4. La préparation, l'organisation et l'animation des séjours sont concertées avec le chef d'établissement dans lequel les élèves accueillis sont inscrits.

Art. 5. Le Ministre qui a dans ses attributions la tutelle du centre arrête les conditions et les modalités d'accès au Centre.

Art. 6. Le Centre est accessible durant les périodes scolaires. Il est également accessible en dehors des périodes scolaires ainsi que les samedi, dimanche et jours fériés selon des modalités fixées par le membre du personnel qui assume la direction du Centre après avis du comité de coordination visé à l'article 18. Ces modalités sont approuvées par le Ministre qui a dans ses attributions la tutelle du Centre.

Art. 7. Selon le nombre de places disponibles et après l'avis du comité de coordination visé à l'article 18, le Centre peut accueillir des élèves de l'enseignement subventionné du niveau correspondant ainsi que des personnes appartenant à des organismes extérieurs à la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Du cadre du personnel et du personnel des Centres*

Art. 8. Le cadre de chacun des Centres est fixé comme suit :

1° à Esneux

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Chargés de mission 9
- Personnel auxiliaire d'éducation : 9 unités

2° à Gouvy

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Chargés de mission 6
- Personnel directeur et enseignant : 1 unité
- Personnel auxiliaire d'éducation : 5 unités

3° à Marbehan

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Puéricultrice 1
- c) Chargés de mission 13
- Personnel directeur et enseignant : 6 unités
- Personnel paramédical : 1 unité
- Personnel auxiliaire d'éducation : 6 unités

4° à Saint-Hubert

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Chargés de mission 9
- Personnel directeur et enseignant : 2 unités
- Personnel auxiliaire d'éducation : 7 unités

5° à Wellin

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Chargés de mission 13
- Personnel directeur et enseignant : 5 unités
- Personnel auxiliaire d'éducation : 8 unités

6° à Fleurus-Sivry-Rance

- a) Correspondant comptable 1
- b) Chargés de mission 3
- Personnel directeur et enseignant : 3 unités

7° à Rochefort

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Rédacteur (ou premier rédacteur) 2
- c) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1
- d) Chargés de mission 11
- Personnel directeur et enseignant : 6 unités
- Personnel auxiliaire d'éducation : 5 unités

8° à Virton

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Chargés de mission 7,5
- Personnel directeur et enseignant : 4,5 unités
- Personnel auxiliaire d'éducation : 3 unités

9° à La Louvière

- a) Correspondant-comptable 1
- b) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1
- c) Chargés de mission 4
- Personnel auxiliaire d'éducation : 4 unités

10° à Péruwelz

a) Correspondant-comptable 1

b) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1

c) Chargés de mission 9

- Personnel directeur et enseignant : 4 unités

- Personnel auxiliaire d'éducation : 5 unités

Si les postes de chargés de mission dévolus au personnel auxiliaire d'éducation et prévus au cadre ne peuvent être pourvus à due concurrence, le Ministre compétent peut désigner à ces postes des membres du personnel temporaire.

Art. 9. Les chargés de mission visés à l'article 8 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° soit faire partie du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation visés aux articles 6, A à D bis et 7, de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non-universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, soit faire partie du personnel technique visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux et des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, soit faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 de la Communauté française relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

et

2° être nommés à titre définitif.

Ces chargés de mission sont désignés, selon le cas, par le Ministre qui a les établissements d'enseignement concernés ou les Centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions, aux conditions et selon les modalités prévues par le décret de la Communauté française du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 10. Le centre est dirigé par un chargé de mission visé à l'article 8 et désigné par le Ministre compétent.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la direction du Centre est assumée par le membre du personnel directeur et enseignant, le membre du personnel auxiliaire d'éducation ou le membre du personnel de maîtrise, gens de métier et de service qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, exerce effectivement la direction du Centre.

La dérogation visée à l'alinéa 2 ne peut être accordée au membre du personnel que pour autant qu'il soit nommé à titre définitif.

Art. 11. Le membre du personnel qui assure la direction du centre et dont le traitement est inférieur à celui d'un administrateur d'internat, bénéficie d'une allocation de direction égale à la différence entre son traitement et celui de l'administrateur d'internat.

Art. 12. Le nombre et le volume des prestations des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, sont déterminés par les besoins du Centre et par les dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables aux établissements d'enseignement de la Communauté française.

Ces emplois sont accessibles par mutation aux membres du personnel nommés dans un autre établissement d'enseignement.

Ils peuvent également être occupés par des membres du personnel engagés sous contrat de travail.

Art. 13. Les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif et qui à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté exercent leurs fonctions respectivement aux centres d'Esneux, de Gouvy, de Marbehan, de Saint-Hubert, de Rochefort, de Virton et de Péruwelz y sont définitivement affectés à cette date.

Art. 14. Le membre du personnel directeur et enseignant occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'emploi de correspondant-comptable au centre de Rochefort y est définitivement affecté afin d'assumer jusqu'à sa mise à la retraite la comptabilité du Centre.

La disposition prévue à l'alinéa 1er est également applicable aux membres du personnel auxiliaire d'éducation occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'emploi de correspondant-comptable au Centre d'Esneux et au Centre de Péruwelz.

CHAPITRE IV. — *Du régime des vacances annuelles et des prestations hebdomadaires des membres du personnel du Centre*

Art. 15. Les chargés de mission auprès du centre bénéficient du régime des vacances annuelles visé à l'article 1er, § 2 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Le régime des prestations hebdomadaires des chargés de mission auprès du centre est celui qui correspond à la catégorie des membres du personnel auquel ils appartiennent.

Art. 16. Les membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service du Centre bénéficient du régime des vacances annuelles et sont soumis au régime des prestations hebdomadaires des membres du personnel visés à l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.

Art. 17. La puéricultrice visée à l'article 8 de l'arrêté est soumise au régime des vacances annuelles visé à l'article 1er, § 5 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité et au régime des prestations hebdomadaires des membres du personnel paramédical visés à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 précité.

CHAPITRE V. — Dispositions diverses

Art. 18. Un comité de coordination des centres de dépaysement et de plein air est constitué.

Il est composé des membres du personnel assumant la direction desdits centres et d'un fonctionnaire ayant au moins le rang 13 de la direction générale de l'organisation des études, qui le préside.

Ce comité est chargé de déterminer les grandes orientations des centres et d'harmoniser les prix des séjours.

Art. 19. La direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française assure la gestion des bâtiments du centre.

Art. 20. Dans l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion matérielle et financière des services de l'Etat, à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat, l'article 19bis est remplacé par l'article suivant :

"Article 19bis. Le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française sont en outre soumis aux règles générales du contrôle administratif et budgétaire applicables au budget de la Communauté française conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire."

Art. 21. Dans le même arrêté, l'article 19ter est abrogé.

CHAPITRE VI. — Disposition particulière au Centre de Virton

Art. 22. Un conseil de gestion pédagogique est créé au Centre de Virton.

Ce conseil comprend :

1. le membre du personnel qui en assure la direction;

2. un membre du personnel enseignant et un surveillant éducateur d'internat dudit Centre désignés par le Ministre qui assume la tutelle sur le Centre sur proposition du membre du personnel cité au 1 et après avis motivé du comité de concertation de base;

3. le directeur de la catégorie pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg et deux membres du personnel enseignant de cette catégorie désignés par le Ministre dont relève la Haute Ecole sur proposition du directeur de la catégorie précitée et après avis motivé du comité de concertation de base.

La présidence du conseil de gestion est confiée au directeur de la catégorie pédagogique de la Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg.

Le Gouvernement fixe les compétences du conseil de gestion pédagogique.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1996.

Art. 24. La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales ainsi que le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique,
chargé de l'Enseignement de Promotion sociale,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[C - 29312]

30 AUGUSTUS 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij het decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op de herstel wet d.d. 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 83, lid 1, gewijzigd bij het decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 24 juni 1996 tot regeling van de opdrachten, de verloven voor opdracht en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 29 augustus 1966 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit d.d. nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 27 april 1995 en 9 januari 1996;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1977, d.d. 30 maart 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 69 d.d. 20 juli 1982, en nr. 70 d.d. 20 juli 1982, bij het koninklijk besluit d.d. 28 april 1983, bij de herstellwet d.d. 31 juli 1984, bij de koninklijke besluiten d.d. 22 maart 1985 en 27 maart 1985, bij de wet houdende fiscale en andere maatregelen d.d. 1 augustus 1985, bij de koninklijke besluiten d.d. 12 november 1986, 13 januari 1988 en 20 december 1988, en bij het besluit van de Executieve d.d. 2 januari 1992;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het Rijksonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'autoformation et de formation continue » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van begroting;

Gelet op het protocol van sectorcomité IX d.d. 9 augustus 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten d.d. 8 april 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het wettelijk bestaan van de recreatie en openluchtcentra moet bekrachtigd worden zodra het schooljaar en het academiejaar 1996-1997 zijn begonnen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 augustus 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De centra en de opdrachten ervan*

Artikel 1. Opgericht worden:

1° te Esneux een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 4130 Esneux, « Domaine du Rond-Chêne ».

2° te Gouvy een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs, van de 1e graad van het secundair onderwijs en van het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6670 Gouvy, rue de Beho, 10.

3° te Marbehan een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6724 Marbehan, rue du Chenel, 23.

4° te Saint-Hubert een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6870 Saint-Hubert, rue du Parc, 1.

5° te Wellin een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6920 Wellin, rue de la Station, 36.

6° te Fleurus-Sivry-Rance een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6220 Fleurus, rue des Fleurjoux, 3 en te 6470 Sivry-Rance, route de Mons, 52.

7° te Rochefort (Han-Sur-Lesse), een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en voor de studenten voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 5580 Rochefort (Han-sur-Lesse), rue des Chasseurs Ardennais, 40.

8° te Virton een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en voor de studenten van het pedagogisch hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 6760 Virton (Ethe-Buzenol), rue du Bar.

9° te La Louvière (Saint-Vaast) een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en voor de studenten van het hoger onderwijs buiten de universiteit.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 7100 La Louvière (Saint-Vaast), rue Omer Thiriar, 232.

10° te Péruwelz een recreatie- en openluchtcentrum bestemd voor de leerlingen van het basisonderwijs en van het gewoon of buitengewoon secundair onderwijs en voor de studenten van het hoger onderwijs buiten de universiteit.

De vestigingsplaats van dit centrum is gelegen te 7600 Péruwelz, boulevard Léopold III, 58.

De woorden « het centrum » die hieronder worden overgenomen, zijn van toepassing op om het even welke inrichting.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de bevoegdheden van de diensten van het bestuur en de organieke reglementen van de inspectiediensten belast met het toezicht op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, zijn de opdrachten van de centra :

1° te Esneux :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de organisatie in de hand te werken van een pedagogisch halftijds stelsel gericht op de inleiding tot het leefmilieu.

2° te Gouvy :

- om de mogelijkheid aan de leerlingen te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen attent te maken op het leefmilieu;
- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om wintersporten te beoefenen.

3° te Marbehan :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen attent te maken op het leefmilieu;
- om aanleerstages in verband met het specifiek karakter van het centrum in de hand te werken.

4° te Saint-Hubert :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen attent te maken op het leefmilieu;
- om aanleerstages in verband met het specifieke karakter van het centrum in de hand te werken.

5° te Wellin :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen attent te maken op het leefmilieu;
- om aanleerstages in verband met het specifiek karakter van het centrum in de hand te werken, inzonderheid met informatica;

6° te Fleurus-Sivry-Rance :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen vertrouwd te maken met stadsecologie en leefmilieu;
- om de leerlingen een inleiding tot weerkunde en sterrenkunde te geven.

7° te Rochefort :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs, alsmede van het pedagogisch hoger onderwijs een inleiding te geven tot de studie van leefmilieu en ecologie;
- om de leerlingen van het lager onderwijs ertoe aan te zetten met informatica vertrouwd te worden.

8° te Virton :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de studenten van het pedagogisch hoger onderwijs een opleiding tot de milieustudie te geven, alsmede een opleiding in verband met het leefmilieu;
- om de leerlingen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs een inleiding te geven tot de milieustudie en het leefmilieu.

9° te La Louvière :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen en de studenten vertrouwd te maken met de milieustudie en hun de industriële archeologie en het volksleven van de streek te doen kennen;
- om de leerkrachten een inleiding tot de media te geven.

10° te Péruwelz :

- om de leerlingen de mogelijkheid te geven om in groep samen te leven;
- om de leerlingen van het basis- en het secundair onderwijs vertrouwd te maken met leefmilieu en ecologie;
- om aanleerstages in verband met het specifiek karakter van het centrum in de hand te werken, inzonderheid met informatica en menselijke betrekkingen;
- om het gebruik van audiovisuele media als pedagogisch werktuig in de hand te werken.

Art. 3. In het raam van zijn opdrachten moet het centrum zorgen voor vormingsdagen tijdens de loopbaan of voor residentiële stages, ingericht ofwel door het « Centre d'autoformation et de formation continue des personnels de l'enseignement de la Communauté Française » te Tihange-Huy, ofwel door de Inspectie, ofwel door het bestuur voor onderwijsorganisatie.

HOOFDSTUK II. — Inrichting van verblijven in het centrum en toegangsvoorwaarden tot het centrum

Art. 4. Voor de voorbereiding, organisatie en animatie van de verblijven wordt overleg gepleegd met het hoofd van de inrichting waarin de opgenomen leerlingen ingeschreven zijn.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op het centrum behoort, stelt de voorwaarden en de toegangswijze tot het centrum vast.

Art. 6. Het centrum is toegankelijk gedurende het schooljaar. Het is eveneens toegankelijk buiten de schoolperiodes alsmede 's zaterdags en op de zon- en feestdagen volgens de voorwaarden die het personeelslid dat de leiding van het centrum waarneemt, vaststelt na advies van het in artikel 18 bedoeld coördinatiecomité. Deze voorwaarden worden goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht op het centrum behoort.

Art. 7. Naar gelang van het aantal beschikbare plaatsen en na advies van het in artikel 18 bedoelde coördinatiecomité mag het centrum leerlingen van het gesubsidieerd onderwijs van het overeenstemmende niveau opnemen, alsmede personen die tot instellingen buiten de Franse Gemeenschap behoren.

HOOFDSTUK III. — *Personeelsformatie en personeel van de centra*

Art. 8. De formatie van elk centrum wordt als volgt vastgesteld :

1° te Esneux :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 9
- opvoedend hulppersoneel : 9 eenheden

2° te Gouvy :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 6
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 1 eenheid
opvoedend hulppersoneel : 5 eenheden

3° te Marbehan :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) kinderverzorgster 1
 - c) opdrachthouders 13
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 6 eenheden
paramedisch personeel : 1 eenheid
opvoedend hulppersoneel : 6 eenheden

4° te Saint-Hubert :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 9
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 2 eenheden
opvoedend hulppersoneel : 7 eenheden

5° te Wellin :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 13
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 5 eenheden
opvoedend hulppersoneel : 8 eenheden

6° te Fleurus-Sivry-Rance :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 3
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 3 eenheden

7° te Rochefort :

- a) correspondent-boekhouder 1
- b) opsteller (of eerste opsteller) 2
- c) klerk- typist(e) (of eerste klerk-typist(e) of eerste hoofdklerk) 1
- d) opdrachthouders 6

bestuurs- en onderwijzend personeel : 6 eenheden
opvoedend hulppersoneel : 5 eenheden

8° te Virton :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) opdrachthouders 7,5
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 4,5 eenheden
opvoedend hulppersoneel : 3 eenheden

9° te La Louvière :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) klerk-typist(e) (of eerste klerk-typist(e) of eerste hoofdklerk) 1
 - c) opdrachthouders 4
- opvoedend hulppersoneel : 4 eenheden

10° te Péruwelz :

- a) correspondent-boekhouder 1
 - b) klerk-typist(e) (of eerste klerk-typist(e) of eerste hoofdklerk) 1
 - c) opdrachthouders 9
- bestuurs- en onderwijzend personeel : 4 eenheden
opvoedend hulppersoneel : 5 eenheden

Indien de betrekkingen van opdrachthouder toegewezen aan het opvoedend hulppersoneel, en voorzien in de formatie niet allemaal worden bekleed, mag de bevoegde Minister voor die betrekkingen tijdelijke personeelsleden aanstellen.

Art. 9. De in artikel 8 bedoelde opdrachthouders moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ofwel deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, bedoeld in de artikelen 6, A t/m D bis en 7, van het besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van

het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, ofwel deel uitmaken van het technisch personeel bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de buitengewoon onderwijs, ofwel deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel dat bedoeld is in artikel 5 van het decreet d.d. 25 juli 1996 van de Franse Gemeenschap betreffende de opdrachten en betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen en

2° vast benoemd zijn.

Deze opdrachthouders worden naar gelang van het geval aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de betrokken onderwijsinrichtingen of de psycho-medisch-sociale centra behoren, onder de voorwaarden en volgens de wijze bepaald door het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 24 juni 1996 tot regeling van de opdrachten, de verlopen wegens opdracht en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs.

Art. 10. Het centrum wordt door een in artikel 8 bedoeld en door de bevoegde Minister aangestelde opdrachthouder geleid.

In afwijking van lid 1 wordt de leiding van het centrum waargenomen door het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het lid van het opvoedend hulppersoneel of het lid van het meesters-, vak- en dienstpersioneel dat op de datum van inwerkingtreding van het besluit werkelijk de leiding van het centrum uitoefent.

De in lid 2 bedoelde afwijking mag aan het personeelslid slechts worden toegestaan indien hij vast benoemd is.

Art. 11. Het personeelslid dat voor de leiding van het centrum instaat en wiens wedde lager is dan die van een intermaatbeheerder, geniet een leidingsuitkering die gelijk is aan het verschil tussen zijn wedde en die van een intermaatbeheerder.

Art. 12. Het aantal en de omvang van de prestaties van de leden van het meesters-, vak en dienstpersioneel worden bepaald door de behoeften van het centrum en door de wets-, decreets- en reglementsbevestigingen van toepassing op de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap. Die betrekkingen zijn toegankelijk door mutatie voor de in een andere onderwijsinrichting vastbenoemde personeelsleden.

Ze mogen ook door in loonverband aangeworven personeelsleden bekleed worden.

Art. 13. De leden van het meesters-, vak- en dienstpersioneel die vast benoemd zijn en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit hun ambt respectievelijk in de centra te Esneux, Gouvy, Marbehan, Saint-Hubert, Rochefort, Virton en Péruwelz bekleeden, worden er op die datum definitief aangesteld.

Art. 14. Het lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de betrekking van correspondent-boekhouder in het centrum van Rochefort bekleedt, wordt er definitief aangesteld om tot aan zijn opruststelling de boekhouding van het centrum te beheren.

De in lid 1 vermelde bepaling is eveneens van toepassing op de leden van het opvoedend hulppersoneel die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een betrekking bekleeden van correspondent-boekhouder in het centrum van Esneux en in het centrum van Péruwelz.

HOOFDSTUK IV. — *Regeling inzake jaarlijkse vakantie en wekelijkse prestaties van de personeelsleden van het centrum*

Art. 15. De opdrachthouders verbonden aan het centrum genieten de regeling voor jaarlijkse vakantie, bedoeld in artikel 1, § 2 van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

De regeling van de wekelijkse prestaties der opdrachthouders bij dit centrum is die welke overeenstemt met de categorie van personeelsleden waartoe zij behoren.

Art. 16. De leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersioneel van het centrum genieten de regeling voor de jaarlijkse vakantie en zijn onderworpen aan de regeling van de wekelijkse prestaties van de personeelsleden bedoeld in het koninklijk besluit d.d. 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersioneel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs.

Art. 17. De in artikel 8 van dit besluit bedoelde kinderverzorgster is onderworpen aan de in artikel 1, § 5 van voormeld koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 bedoelde regeling van jaarlijkse vakantie en aan de regeling van de wekelijkse prestaties van het paramedisch personeel bedoeld in artikel 8 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 18. Een coördinatiecomité voor de recreatie- en openluchtcentra wordt samengesteld.

Het bestaat uit personeelsleden die de leiding van bovenvermelde centra waarnemen en een ambtenaar van de algemene directie van de organisatie van het onderwijs die minstens rang 13 heeft en bedoeld comité voorziet.

Bedoeld comité wordt gelast de grote oriënteringen van de centra te bepalen en de prijzen van de verblijven te harmoniseren.

Art. 19. Het bestuur voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap zorgt voor het beheer van de gebouwen van het centrum.

Art. 20. In het koninklijk besluit d.d. 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs wordt artikel 19bis door het volgende artikel vervangen:

« Artikel 19bis. Het « Centre d'autoformation et de formation de la Communauté française », het technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap worden bovendien onderworpen aan de algemene regels van de administratieve en budgettaire controle van toepassing op de begroting van de Franse Gemeenschap overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 betreffende de administratieve en budgettaire controle.

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt artikel 19ter opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling eigen aan het centrum te Virton*

Art. 22. Een raad voor pedagogisch beheer wordt in het centrum te Virton opgericht.

Deze raad omvat:

1. het personeelslid dat voor de leiding instaat;
2. een lid van het onderwijzend personeel en een studiemeester-internaatopvoeder van bedoeld centrum, aangewezen door de Minister onder wie het centrum ressorteert, op voordracht van het in 1 vermelde personeelslid en na gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité;
3. de directeur van de pedagogische categorie van de Hogeschool van de Franse Gemeenschap in Luxemburg en twee leden van het onderwijzend personeel van die categorie, aangesteld door de Minister onder wiens bevoegdheid de Hogeschool ressorteert, op voordracht van de directeur van bovenvermelde categorie en na gemotiveerd advies van het basisoverlegcomité.

Het voorzitterschap van de raad van bestuur wordt door de directeur van de pedagogische categorie van de Hogeschool van de Franse Gemeenschap in Luxemburg waargenomen.

De Regering legt de bevoegdheden van de raad voor pedagogisch beheer vast.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1996.

Art. 24. De Minister-Voorzitter voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale betrekkingen alsmede de Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie zijn, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27544]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 18 juin 1996 autorise la s.c. "Association intercommunale pour la valorisation de l'eau", en abrégé "A.I.V.E.", à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique des emprises immobilières ci-dessous décrites, afin de permettre la réalisation de travaux d'épuration des eaux usées par la pose d'un collecteur sur le territoire des communes de Musson et d'Aubange (ex-Halanzy).

N° des emprises	Indications cadastrales		Propriétaires	Contenance des emprises							
				totale			A exproprier				
	ha	a					ca	en propriété ca	en sous-sol a	ca	zone d'occupation provisoire a
Commune d'Aubange - 3ème division - Halanzy											
1	C	1925a	CAPELLE-Jean-François Rue Jules Bavy n° 3 6792 HALANZY		64	90	4	1	15	11	50
2	C	1911a	MIRGUET Alice dite Irène Rue de la Fraterrité n° 72 6792 HALANZY	1	41	20	10	1	03	10	18
3	C	1910c	DE WITTE Daniel époux AUBERT Angélique Rue de l'Aubée n° 13 6792 HALANZY		5	50	—		9		90
4	C	1700l	ADAM Pierre MARIEMBERG-ADAM Roger Allondrelle (France)		5	10	—		13	1	22
5	C	1700k	GUELFF-PAQUIS Marcel Veuve et enfants Rue de l'Aubée n° 19 6792 HALANZY		4	68	—	1	0	1	—